

FIER-E-S !

DE DÉFENDRE LE
SERVICE PUBLIC !

Lens, le 18 novembre 2025

**Monsieur le Préfet
Du Pas de Calais
Hôtel de la Préfecture
62000 ARRAS**

Objet : Préavis de grève reconductible pour les journées du 1er décembre 2025 au 31 décembre 2025 de 0 h à 24 h, couvrant l'ensemble des salarié·es et agent·es des villes, départements, établissements publics, offices de l'habitat, services et entreprises de l'eau et de la thanatologie.

Monsieur Le Préfet,

Par notre mobilisation depuis le mois de septembre nous avons obtenu l'abandon du vol de 2 jours fériés et le décalage de la réforme des retraites, première brèche en vue de son abrogation. Le Premier ministre a aussi été contraint de s'engager à ne pas utiliser le 49-3.

Cependant, les premières semaines de débat parlementaire démontrent que sans la mobilisation du monde du travail ce budget aura des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et les travailleuses, pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays.

Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. C'est le moment d'amplifier nos mobilisations de la rentrée pour mettre la pression pour obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans ce budget. Nous voulons enterrer définitivement toutes ces régressions, gagner l'abrogation de la réforme des retraites, et obtenir les moyens nécessaires pour nos services publics !

Des régressions nombreuses et graves que nous avons dénoncées dans le budget Bayrou demeurent et notamment :

- La suppression de 3000 postes dans la Fonction publique et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale...
- Le gel du salaire des agent·es de la Fonction publique qui a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants ! La baisse des moyens des services publics notamment des universités, des collectivités territoriales, de la culture, de la santé, de l'action sociale, ainsi que la baisse des dotations aux associations...
- La taxation des malades avec le doublement des franchises médicales qui pourraient atteindre 350€ par personne, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires.
- La limitation à 15 jours des arrêts maladie et à 4 mois des arrêts en accidents du travail / maladies professionnelles (ATMP).
- L'année blanche et le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030, ainsi que de toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, AAH, RSA...). Sous la pression, le premier ministre s'est engagé à y renoncer mais nous n'avons aucune garantie solide à ce stade.
- La baisse du budget des hôpitaux et des Ehpad alors qu'ils sont déjà contraints de fermer de nombreux lits.

Alors que les féminicides continuent d'augmenter, aucun budget digne de ce nom n'est alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes et les associations qui prennent en charge les victimes de violences voient leurs ressources diminuer.

.../...

Aucune réelle mesure de justice fiscale n'a été adoptée. Avec le soutien de l'extrême droite, l'Assemblée nationale a rejeté la taxation du patrimoine des milliardaires (taxe Zucman) et les mesures visant à remettre en cause une partie des 211 milliards d'aides publiques dont bénéficient les entreprises chaque année sans condition ni contrepartie.

Dans le même temps, alors que les bénéfices des entreprises du CAC 40 atteignent des records, le patronat veut imposer le gel des pensions et des salaires et multiplie les licenciements. Il a bloqué l'augmentation des retraites complémentaires des salarié·es du privé (Agirc-Arrco) et s'oppose à toutes les augmentations de salaires dans les entreprises.

Nous appelons donc l'ensemble des jeunes, des salarié·es, des retraité·es et des privé·es d'emploi à se mobiliser par la grève et la manifestation le 2 décembre prochain partout en France. Le 2 décembre et après, c'est le moment où tout va se jouer.

Partout, organisons des assemblées générales pour décider des revendications à porter sur chacun de nos lieux de travail à commencer par les augmentations de salaires. Partout mettons en débat la construction de la mobilisation, la grève et ses suites ! Faisons converger les mobilisations sectorielles !

Cet appel est une initiative qui vise à s'élargir.

Partout, dans les professions, sur les lieux de travail et dans les territoires organisons les intersyndicales les plus larges possibles. Associations, acteur·rices de la culture, du logement, de l'action sociale, collectivités territoriales, jeunes, organisations environnementales, féministes... nous appelons toutes celles et ceux qui sont frontalement attaqué·es par ce budget à nous rejoindre pour construire la mobilisation du 2 décembre.

La porte est ouverte à toutes celles et ceux qui souhaiteront se joindre à cet appel pour gagner enfin la justice sociale, fiscale et environnementale !

C'est dans cette dynamique que s'inscrivent les revendications suivantes :

- ☐ Abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite et retour à la retraite à 60 ans.
- ☐ Revalorisation de toutes les pensions à hauteur de l'inflation 2024.
- ☐ Renforcer les moyens de la CNRACL et du Fonds d'Action Sociale.
- ☐ Rattrapage de la baisse du pouvoir d'achat avec en première mesure 10 % d'augmentation immédiatement.
- ☐ Augmentation des salaires et des pensions, et augmentation de la valeur du point d'indice de rémunération des fonctionnaires à 6 € dès 2025.
- ☐ Relèvement du MICO et du MIGA (petites pensions) de 300 euros par mois.
- ☐ Instauration du 100 % Sécurité sociale.
- ☐ Accès aux services publics et exigence de leur financement.
- ☐ Pérennisation de la CNRACL et du Fonds d'action sociale.
- ☐ Augmentation immédiate et a minima de 10 % de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation.
- ☐ L'effectivité de l'égalité salariale, « à travail égal, salaire égal ».
- ☐ L'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique de 2019.
- ☐ La suppression du jour de carence pour toutes et tous et de la mesure baissant de 10 % le taux de remplacement du traitement de base pendant les arrêts de maladie ordinaire.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la Coordination Syndicale Départementale CGT des Service Publics Du Pas-De-Calais dépose un préavis de grève pour les journées allant du 1^{er} décembre 2025 au 31 décembre 2025, avec un temps fort le 02 décembre 2025, de 0 h à 24 h, couvrant l'ensemble des agent·es de la Fonction publique territoriale, ainsi que les salarié·es du champ privé du logement social, de l'eau et de la thanatologie.

Notre organisation est disponible pour toute négociation sur les revendications des personnels. Dans cette attente, nous vous adressons, **Monsieur le Préfet**, nos sincères salutations.

C.S.D. - C.G.T. 62

Services Publics des Territoriaux

80, avenue du 4 septembre
62300 LENS

RDSP 4698 - ☎ 09 79 71 67 34

Nadège POLY
Secrétaire Générale



Coordination Syndicale Départementale

80 rue du 4 septembre 62300 LENS

tél : 09 79 71 67 34 - courriel : csdsgt62@gmail.com - Facebook



Le 2 décembre toutes et tous mobilisé-es contre l'austérité et pour nos salaires

Par notre mobilisation depuis le mois de septembre nous avons obtenu l'abandon du vol de 2 jours fériés et le décalage de la réforme des retraites, première brèche en vue de son abrogation. Le Premier ministre a aussi été contraint de s'engager à ne pas utiliser le 49-3.

Cependant, les premières semaines de débat parlementaire démontrent que sans la mobilisation du monde du travail ce budget aura des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et les travailleuses, pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays.

Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. C'est le moment d'amplifier nos mobilisations de la rentrée pour mettre la pression pour obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans ce budget. Nous voulons enterrer définitivement toutes ces régressions, gagner l'abrogation de la réforme des retraites, et obtenir les moyens nécessaires pour nos services publics !

Des régressions nombreuses et graves que nous avons dénoncées dans le budget Bayrou demeurent et notamment :

- La suppression de 3000 postes dans la Fonction publique et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale...
- Le gel du salaire des agent.es de la Fonction publique qui a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants !
- La baisse des moyens des services publics notamment des universités, des collectivités territoriales, de la culture, de la santé, de l'action sociale, ainsi que la baisse des dotations aux associations...
- La taxation des malades avec le doublement des franchises médicales qui pourraient atteindre 350€ par personne, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires.
- La limitation à 15 jours des arrêts maladie et à 4 mois des arrêts en accidents du travail / maladies professionnelles (ATMP).
- L'année blanche et le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030, ainsi que de toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, AAH, RSA...). Sous la pression, le premier ministre s'est engagé à y renoncer mais nous n'avons aucune garantie solide à ce stade.
- La baisse du budget des hôpitaux et des Ehpad alors qu'ils sont déjà contraints de fermer de nombreux lits.



Alors que les féminicides continuent d'augmenter, aucun budget digne de ce nom n'est alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes et les associations qui prennent en charge les victimes de violences voient leurs ressources diminuer.

Aucune réelle mesure de justice fiscale n'a été adoptée. Avec le soutien de l'extrême droite, l'Assemblée nationale a rejeté la taxation du patrimoine des milliardaires (taxe Zucman) et les mesures visant à remettre en cause une partie des 211 milliards d'aides publiques dont bénéficient les entreprises chaque année sans condition ni contrepartie.

Dans le même temps, alors que les bénéfices des entreprises du CAC 40 atteignent des records, le patronat veut imposer le gel des pensions et des salaires et multiplie les licenciements. Il a bloqué l'augmentation des retraites complémentaires des salarié·es du privé (Agirc-Arrco) et s'oppose à toutes les augmentations de salaires dans les entreprises.

Nous appelons donc l'ensemble des jeunes, des salarié·es, des retraité·es et des privé·es d'emploi à se mobiliser par la grève et la manifestation le 2 décembre prochain partout en France. Le 2 décembre et après, c'est le moment où tout va se jouer. Partout, organisons des assemblées générales pour décider des revendications à porter sur chacun de nos lieux de travail à commencer par les augmentations de salaires.

Partout mettons en débat la construction de la mobilisation, la grève et ses suites ! Faisons converger les mobilisations sectorielles !

Cet appel est une initiative qui vise à s'élargir.

Partout, dans les professions, sur les lieux de travail et dans les territoires organisons les intersyndicales les plus larges possibles. Associations, acteur·rices de la culture, du logement, de l'action sociale, collectivités territoriales, jeunes, organisations environnementales, féministes... nous appelons toutes celles et ceux qui sont frontalement attaqué·es par ce budget à nous rejoindre pour construire la mobilisation du 2 décembre.

La porte est ouverte à toutes celles et ceux qui souhaiteront se joindre à cet appel pour gagner enfin la justice sociale, fiscale et environnementale !

Le 06 novembre 2025

DE L'ARGENT, IL Y EN A !



Le budget d'austérité du gouvernement, c'est encore les salarié-es, jeunes et retraité-es qui trinquent

Gel des salaires dans la fonction publique, blocage des pensions des retraites, hausse des franchises médicales, coupes dans les services publics...

Le budget Lecornu maintient le cap de l'austérité. Depuis que les prix augmentent, nos salaires stagnent. Dans le public, le gel du point d'indice a fait perdre plus de 23 % de pouvoir d'achat en 20 ans. Dans le privé, les augmentations négociées dans les branches et les entreprises (les "NAO") ne compensent pas l'inflation. Résultat : les travailleurs et

travailleuses produisent toujours plus de richesses... mais n'arrivent pas à vivre de leur travail.

Alors que le Smic est trop faible, l'ensemble des salaires se tassent, et 50 % des salarié-es gagnent moins de 2190 euros Net par mois !

Ce n'est pas un problème d'argent, c'est un problème de partage

Notre travail crée les richesses : on veut notre part.

Seul notre travail crée la richesse, et il en crée de plus en plus ! Mais sa répartition entre les profits pour quelques-uns et les salaires pour tous les autres se fait clairement au détriment des salarié-es !

C'est le "coût du capital" qui explose !

Chaque année, 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés aux entreprises sans contrôle ni contrepartie. Les dividendes explosent : +50 % en cinq ans, un record mondial. Les grandes fortunes continuent d'accumuler : les 500 familles les plus riches possèdent 40 % du revenu national !



La CGT revendique justice sociale + justice fiscale !

le gouvernement s'obstine dans le choix de réduire les dépenses publiques et sociales, alors que c'est justement par les salaires, l'emploi et les services publics qu'on peut relancer l'économie et répondre aux besoins.

Nos revendications sont claires :

- ▶ **Augmentation des salaires**, dans le privé comme dans le public.
- ▶ **SMIC à 2 000 € brut**, et **indexation de tous les salaires sur l'inflation** pour ne pas perdre en niveau de vie
- ▶ **Égalité salariale entre les femmes et les hommes.**
- ▶ **Contrôle et conditionnement des aides publiques aux entreprises** à des créations d'emploi et à des hausses de salaires.
- ▶ **Mise en place d'une taxe plancher** sur les ultra-riches : faire contribuer les 1 800 foyers qui détiennent plus de 100 millions d'euros de patrimoine.

Alors, on s'organise !

Dans nos entreprises, nos administrations, nos établissements :

- ▶ discutons salaires, partageons nos revendications, préparons les NAO !
- ▶ multiplions les initiatives locales, actions, réunions d'infos

Ensemble, **imposons une autre répartition des richesses, au national en mettant la pression sur le vote du budget et dans nos entreprises et services en gagnant des augmentations de salaires**



A LENS

Mardi 02 décembre 2025

MANIFESTATION

Rassemblement à 9h15

Place du Cantin

LE MARDI 2 DÉCEMBRE en grève et manifestation, on se saisit de cette journée de mobilisation pour l'augmentation des salaires et l'enterrement du budget d'austérité !



Déclaration de la CEF du 13 novembre 2025

Partout, mobilisons-nous contre l'austérité et pour nos salaires !

L'Assemblée nationale vient de décider de la suspension de la réforme des retraites, dont nous exigeons plus que jamais l'abrogation. Si cela est le résultat des pressions du monde du travail, force est de constater que cette suspension n'est en fait qu'un décalage de trois mois, dont le coût sera payé par les retraités et les assurés sociaux. Et les dispositions néfastes pour les salariés et les retraités, prévues dans le projet de budget, demeurent. Ceci, alors que le pouvoir s'est engagé dans une augmentation vertigineuse des budgets d'armement, au détriment des besoins fondamentaux de l'immense majorité de la population. Mais rien n'est encore joué !

Et c'est pourquoi la CGT, la FSU et Solidaires appellent à une journée d'action et de grève le mardi 2 décembre prochain. Elles constatent, en effet, que « les premières semaines de débat parlementaire démontrent que sans la mobilisation du monde du travail ce budget aura des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et les travailleuses, pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays. Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre ».

La CEF appelle toutes les syndicats de la Fédération, tous ses militants, à faire de cette journée un plein succès. Il s'agit de mobiliser nos collègues territoriaux, et de rendre visible leurs aspirations, leurs revendications. L'objectif de la CGT est de lancer 1000 appels à la grève dans les administrations et les entreprises. C'est pourquoi nous demandons à nos organisations de faire remonter à la Fédération tous les tracts, affiches et préavis locaux pour cette journée.

Mais le succès de cette mobilisation sera d'autant plus assurée, que nous serons en capacité d'impulser des luttes dans nos collectivités, comme y invitait la récente adresse de la Fédération aux syndicats. C'est le moment de rassembler nos collègues, de proposer l'action et d'obtenir des victoires, d'autant plus que l'approche des élections municipales remet la question des agents territoriaux sur le devant de la scène politique.

Cette impulsion s'inscrit par ailleurs pleinement dans la démarche des EGST et des cahiers revendicatifs produits dans ce cadre.

La CEF rappelle que la direction fédérale s'est par ailleurs engagée sur plusieurs échéances dans le fin de ce mois. Il s'agit d'abord de **l'anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre, puis de la journée internationale pour l'éradication des violences faites aux femmes le 25 novembre, des initiatives liées à cette dernière journée se déroulant aussi le 22 novembre.** Afin de favoriser les actions dans ce cadre, ces deux sujets étant intimement liés, la Fédération a déposé un **préavis de grève du 20 au 25, couvrant l'ensemble des agents et salariés de notre champ professionnel.**

Il s'agit aussi de la **manifestation nationale du samedi 29 novembre**, place de la République à Paris à 14h, à l'occasion de la **journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.**

